

Contact



Le 8 août 2008
Contact n°15

Congrès sur la négociation
collective et l'action politique
Du 10 au 12 juin 2008

Le Congrès sur la négociation collective et l'action politique 2008 des TCA à Toronto a réuni plus de 1 000 délégués, représentants nationaux et invités des quatre coins du pays et a donné lieu à un foisonnement de débats, de discours, de présentations et de projections vidéo.

Les délégués ont pris la parole à tour de rôle afin de soulever des questions et des préoccupations essentielles, et de souligner de nombreux succès, dont la forte réaction à Oshawa face à l'annonce par GM de la fermeture de son usine de camions.

En soutien à un blocus du siège social de GM établi par les TCA, ainsi qu'à une marche de solidarité à Oshawa le 12 juin, chaque délégué présent au congrès a porté un t-shirt rouge Matters, fabriqué au Canada.

Le programme du congrès comprenait le renouvellement de l'engagement du syndicat envers le recrutement des travailleurs marginalisés, jeunes et à faible revenu en tant que stratégie de négociation, en vue d'améliorer le niveau de vie des travailleurs œuvrant au sein de secteurs non traditionnels.

Voici un résumé du congrès :

Relever le défi

« Nous nous réunissons en cette période trouble et difficile », a déclaré le président des TCA, Buzz Hargrove, au cours de son discours inaugural aux délégués couvrant de nombreux sujets. Celui-ci a mentionné un certain nombre d'enjeux importants affectant les Canadiens et d'autres peuples du monde, de l'instabilité politique et économique affectant des régions telles que le Darfour, la Somalie et le Moyen-Orient, aux conséquences pour les pays défavorisés de l'explosion des prix du pétrole et des aliments, en passant par la perte d'emplois bien rémunérés au Canada.

« En dépit de cette tourmente, certaines choses demeurent », a relaté Hargrove. « La rémunération des cadres de direction ne cesse d'établir de nouveaux records, l'influence des entreprises sur le gouvernement est toujours aussi présente, tandis que les travailleurs continuent de souffrir. »

Hargrove a énuméré les défis que les membres doivent relever dans tous les secteurs de l'économie canadienne. Il a également déclaré que la crise qui s'aggrave au sein des secteurs nationaux de l'automobile et de la fabrication

constituait l'un des défis les plus importants pour les travailleurs.

« Cette crise découle d'une combinaison de facteurs, dont le cours surélevé du dollar canadien, l'explosion des prix du pétrole, le commerce déloyal et un gouvernement qui refuse de prendre les mesures essentielles à la protection d'emplois canadiens », a-t-il ajouté.

En guise d'exemple de la crise qui secoue l'industrie canadienne, Hargrove a mentionné l'annonce récente de la fermeture de l'usine de camions d'Oshawa. Il a ensuite exprimé sa colère par rapport à la décision de l'entreprise de fermer l'usine quelques semaines à peine après que cette dernière eut promis de nouveaux engagements en termes de produits et d'emploi dans le cadre de négociations en 2008.

Hargrove a reproché au premier ministre Stephen Harper et au ministre fédéral des Finances Jim Flaherty de ne pas avoir pris les mesures nécessaires afin de protéger l'usine de camions d'Oshawa, ainsi que leur vision politique étroite, visant principalement la réduction des impôts, en dépit du fait que des centaines de milliers d'emplois du secteur manufacturier disparaissent actuellement.

« J'estime que les Canadiennes et les Canadiens n'accepteront pas cette vision corporative comme étant l'avenir du Canada. » Hargrove a invité chaque membre des TCA à consacrer leur vote à la destitution du gouvernement dirigé par Harper.

Hargrove a insisté sur le fait que le climat économique en pleine évolution donne l'impression qu'il ne s'agit pas du maintien du statu quo pour les syndicats et que la situation actuelle implique de faire les choses différemment.

« Jamais encore notre syndicat n'a été tant mis au défi », a déclaré Hargrove. « Nous devons élaborer de nouvelles manières de nous battre, de nouveaux moyens de recrutement et de nouvelles méthodes de coordination de notre pouvoir collectif afin de continuer à obtenir des gains pour les travailleurs canadiens. »

Négociation

Hargrove a souligné le pénible cycle de négociation collective avec Ford, General Motors et Chrysler s'étant déroulé au cours des deux derniers mois, et il a applaudi le travail des sections locales et des comités de négociation pour avoir négocié une entente ayant pour effet de maintenir bon nombre des gains précédemment obtenus par le syndicat, y compris la lutte contre l'exigence de l'adoption d'une double échelle salariale formulée par les entreprises.

De l'avis de Hargrove, la répercussion positive de ce cycle de négociation est ressentie par les travailleurs d'autres secteurs du pays devant composer avec des demandes de concession semblables de leur employeur, y compris les travailleurs de la santé, du commerce du détail et de gros, du jeu, etc.

Les TCA se préparent actuellement à un cycle majeur de négociations avec Air Canada et Jazz qui s'amorcera l'an prochain, le premier depuis que l'entreprise s'est affranchie de la protection de la loi sur les faillites. « Nos membres ont droit de savoir ce qu'ils ont perdu, et même plus encore », a déclaré Hargrove.

Action politique

Hargrove a souligné la réussite de nombreuses campagnes orchestrées par les TCA ces dernières années, y compris les efforts du syndicat afin d'empêcher la vente de la division spatiale de MacDonald Dettwiler and Associates à la société Alliant Techsystems, basée aux États-Unis.

S'adressant aux travailleurs de toutes les juridictions du pays, Hargrove a souligné l'importance du soutien indéfectible des membres des TCA accordé aux campagnes d'action politique, y compris la nécessité d'une accréditation fondée sur la signature de cartes de membre, d'une loi anti-briseurs de grève, de l'amélioration des lois sur le salaire minimum, de l'équité salariale et des initiatives d'équité, de fonds de garantie de retraite, et de protections des prestations pour les personnes retraitées, ainsi que de l'élimination de la pauvreté au Canada, dont celle affectant les Premières nations.

Selon Hargrove, l'établissement d'un lien entre la négociation collective et l'action politique, tant au pays qu'à l'international, constitue un aspect fondamental de la création d'un mouvement social faisant la promotion de la justice sociale au Canada.

« Nous devons continuer à travailler d'arrache-pied et à tendre la main à de nouveaux membres œuvrant au sein de secteurs en croissance, tels que le commerce de détail et de gros, le jeu, la santé, etc. Nous devons continuer à mettre au point de nouvelles approches politiques et de nouvelles manières de soutenir nos membres afin de nous assurer que nous serons en mesure de nous attaquer aux défis que l'avenir nous réserve. »

Marche de solidarité en appui aux travailleurs de l'usine de camions d'Oshawa

Des milliers de membres des TCA, épaulés par des alliés syndicaux et communautaires, ont pris part à la marche de solidarité du 12 juin dans les rues d'Oshawa, en Ontario, afin de démontrer leur soutien envers l'effort de préservation par le syndicat de l'usine de camions de General Motors.

Des manifestants ont bloqué l'accès au siège social de GM depuis l'annonce voilà presque deux semaines de la fermeture en 2009 de l'usine de camions, en fonction depuis 43 ans.

Le président national des TCA, Buzz Hargrove, a qualifié cette décision de General Motors de « geste odieux » compromettant l'ensemble du processus de convention collective.

« Je n'ai jamais rien vu de tel au cours de mes années de négociation », a mentionné Hargrove. « La société General Motors n'a pas le droit d'agir ainsi. »

GM a déposé une injonction exigeant le démantèlement du blocus. Une décision à cet égard a été rendue le 13 juin 2008 et le blocus a dû être levé.

Hargrove a attribué la responsabilité de la perte d'emplois en cours au sein des secteurs automobile et manufacturier à l'inaction du gouvernement fédéral face au cours élevé du dollar, à l'explosion des prix du pétrole et au commerce déloyal.

Hargrove a également indiqué que le Pacte automobile nord-américain (North American Auto Pact) constituait un exemple d'entente commerciale bien gérée qui garantissait que chaque véhicule importé vendu au Canada soit compensé par un investissement intérieur de valeur égale.

Le Pacte automobile a été annulé par l'Organisation internationale du commerce en 2001.

« Cette lutte a attiré l'attention de millions de travailleurs au Canada et à l'étranger », a déclaré Chris Buckley, le président de la section locale 222 des TCA.

Programme de négociation et d'action politique

Les délégués ont discuté d'un document de 204 pages intitulé Taking on the Challenge décrivant le contexte et les objectifs de la négociation collective du syndicat ainsi que le programme d'action politique des trois prochaines années.

Ce document fournit un tour d'horizon économique et politique, un profil des membres, la philosophie de négociation, et il contient des chapitres couvrant notamment les pensions, les rémunérations, les prestations, l'égalité, l'environnement, le recrutement, ainsi que la santé et la sécurité au travail.

Des exemples d'action politique présentés tout au long du document soulignent les nombreuses campagnes et luttes orchestrées avec succès par les TCA au cours des trois dernières années.

En plus d'un nouveau chapitre sur les défis du cycle de négociations en 2008 avec les trois Grands de l'automobile, un chapitre traite du rôle important joué par les jeunes travailleurs dans l'évolution du syndicat.

Tout au long des trois jours, les délégués ont discuté de toutes les sections du document.

De nombreux intervenants ont rappelé l'importance d'établir une vigoureuse culture de recrutement au sein du syndicat.

Bill King, membre du Bureau exécutif national des TCA et président de la section locale 598, a exhorté le syndicat à se mobiliser afin d'augmenter le taux de syndicalisation dans les secteurs de l'alimentation, des services et de l'hébergement.

Rick Grylls, président de la section locale 598 des TCA, a souligné l'importance des recruteurs communautaires dans le recrutement de nouveaux membres. L'an dernier, la section locale 598 de la région de Sudbury, en Ontario, a recruté dix nouvelles unités et a ajouté 700 nouveaux membres grâce à des recruteurs communautaires. Hargrove a invité les autres sections locales à suivre cet exemple.

Les délégués ont approuvé à l'unanimité ce document qui rappelle également l'importance de l'accréditation fondée sur la signature de cartes de membre, des ententes de neutralité, de la législation relative aux premiers contrats, et de

beaucoup d'autres outils essentiels à l'augmentation du taux de syndicalisation.

Le document met l'accent sur le fait que les changements au sein du marché du travail et la restructuration économique en cours se répercutent négativement sur de nombreux travailleurs. Les délégués ont été mis au courant que les problèmes clés du marché du travail comprennent la croissance des emplois temporaires par l'intermédiaire d'agences et l'expansion du Programme des travailleurs étrangers temporaires.

Globalement, cela entraîne une précarité de l'emploi chronique et la perte d'emplois bien rémunérés. Les femmes, les nouveaux arrivants et les jeunes travailleurs sont particulièrement vulnérables.

Des statistiques récentes illustrent l'envergure du problème :

- 63 % seulement des travailleurs occupent un emploi régulier à temps plein;
- Un travailleur sur cinq travaille à temps partiel;
- 15 % des participants au marché du travail sont des travailleurs autonomes;
- Les emplois temporaires constituent plus de 11 % de tous les emplois;
- Le nombre de personnes âgées de 15 à 24 ans occupant un emploi temporaire a doublé depuis 1989.

Les délégués ont également reconnu que de nouvelles approches sont requises pour recruter et mobiliser une nouvelle génération de jeunes travailleurs, surtout compte tenu du fait que les TCA ne cessent de se diversifier dans différents secteurs. Michael Buhlmann, un jeune activiste au sein de la section locale 436 de Sarnia, a applaudi la lutte des TCA contre l'implantation d'une double échelle salariale dans le cadre des négociations avec les trois Grands de l'automobile. Cette lutte constitue à son avis l'un des enjeux les plus importants auxquels les jeunes travailleurs doivent s'attaquer.

Le document intégral sera disponible sur le site Web des TCA.

L'inégalité des femmes est perpétuée par la violence, selon la directrice générale du YWCA

La sécurité des femmes et des filles à domicile, à l'école, au travail et dans les espaces publics doit être une priorité absolue si l'on aspire à l'égalité pour les femmes, a déclaré Paulette Senior, directrice générale de YWCA du Canada, dans le cadre de son discours aux délégués lors du congrès des TCA.

« La violence faite aux femmes est la violation des droits de la personne la plus répandue et récurrente du monde », a-t-elle rajouté. Au Canada, une femme adulte sur cinq sera victime de la violence d'un partenaire, et la moitié des femmes et des filles seront victimes de violence sexiste au cours de leur vie.

Le gouvernement fédéral estime que le coût économique de la violence contre les femmes atteint 1,2 milliard de dollars, uniquement en tenant compte des coûts médicaux directs. Lorsque les dépenses en services sociaux et les pertes de productivité sont prises en compte, ce coût grimpe à quatre milliards de dollars.

Senior a expliqué que la violence interpersonnelle contre les femmes continue d'être ignorée par tous les paliers de gouvernement parce que l'expérience des femmes est fréquemment considérée comme étant annexe à l'expérience des hommes. Cette réalité a pour effet de dissimuler l'expérience de violence sexiste qui soumet les femmes et les filles à un climat de peur, et de les empêcher de recevoir de l'aide.

Senior, une Canadienne d'origine caribéenne se qualifiant de féministe, a dévoilé un programme ambitieux pour les membres des TCA et les activistes afin de permettre aux femmes et aux filles de contrôler leur destinée ainsi que de mettre fin à la violence envers les femmes au Canada. Ce programme nécessite de pousser tous les paliers de gouvernement à adopter des lois antiviolence progressives, à subventionner l'aide à l'enfance et à améliorer l'accès à l'aide juridique.

Le président du SCFP se dit solidaire des travailleurs de l'usine de camions d'Oshawa

Le président national du SCFP, Paul Moist, a fortement critiqué les Conservateurs menés par Stephen Harper pour leur inaction face à la crise dans le secteur manufacturier qui a entraîné la perte de plus de 400 000 emplois bien rémunérés.

Ce mercredi devant les délégués participant au congrès sur la négociation collective et l'action politique, Moist a déclaré que la décision par GM de fermer l'usine de camions d'Oshawa, deux semaines à peine après la signature d'une convention collective avec les TCA, a scandalisé les Canadiens des quatre coins du pays.

Moist s'en est pris au ministre des Finances, Jim Flaherty, député conservateur de Whitby-Oshawa, pour avoir distribué aux domiciles de sa circonscription un prospectus vantant la vigueur de l'économie.

« Il est déconnecté de la réalité. Ce dont il a besoin, c'est d'une bonne dose de chômage », s'est insurgé Moist sous les applaudissements de la foule. La perte des 2 600 emplois de l'usine des camions d'Oshawa se répercutera sur la communauté, affectant des emplois au chapitre des pièces, des services et de la fonction publique.

Moist a ajouté que le député conservateur d'Oshawa, Colin Carrie, n'aidait pas les travailleurs d'Oshawa et qu'il mériterait de se retrouver sans emploi après les prochaines élections fédérales.

Les répercussions d'accords de libre-échange désastreux et de l'incapacité du gouvernement à protéger le Pacte automobile américano-canadien constituent deux raisons pour lesquelles les salaires des Canadiens de la classe ouvrière n'ont pas progressé depuis plus de deux décennies.

Continuons à combattre le pouvoir des grandes entreprises, affirme le président du CTC

Lors de son allocution aux délégués du congrès, le président du Congrès du travail du Canada, Ken Georgetti, a exhorté les travailleurs à continuer leur combat contre le pouvoir des grandes sociétés et l'orientation pro-entreprises dominante au Canada.

Georgetti, qui a été reconduit à la présidence du CTC lors du congrès national de l'organisme en mai, a parlé de l'importance de la lutte des membres de la section locale 222 des TCA à Oshawa, en Ontario, et il a invité tous les travailleurs à faire preuve d'un plus grand

militantisme en cette ère de libre-échange et d'inégalité croissante.

Au cours des 25 dernières années, depuis la mise en œuvre du programme de libre-échange, les Canadiens ont été témoins de l'accroissement de l'inégalité du revenu, selon Georgetti.

« Il est réellement temps pour nous de militer davantage à cet égard », a-t-il martelé sous les applaudissements de la foule.

Georgetti a réprouvé le gouvernement Harper pour avoir conclu un accord de libre-échange avec la Colombie, largement considérée comme étant le pire pays en matière de violation des droits de la personne, notamment à l'encontre des dirigeants syndicaux.

Georgetti a demandé aux activistes syndicaux du pays de continuer leur campagne pour l'adoption de politiques d'approvisionnement fédérales et régionales, et il a exigé que le gouvernement prenne des mesures immédiates pour garantir la pleine transparence des pratiques commerciales.

La grève contre Ford constitue la rébellion canadienne la plus sous-estimée

La grève de 1945 contre la Ford Motor Company à Windsor, en Ontario, a été sacrée la « rébellion la plus sous-estimée » du Canada par le magazine politique alternatif *This Magazine*, dont la rédactrice en chef a remis le prix lors du congrès.

Le président de la section locale 200 des TCA, Mike Vince, a accepté ce prix remis par la rédactrice en chef de *This Magazine*, Jessica Johnston, au nom des anciens membres de Ford à Windsor et de leurs homologues actuels. Vince a déclaré qu'il était essentiel pour les travailleurs de se remémorer leur histoire et de ne jamais oublier les leçons du passé.

L'un des collaborateurs de *This Magazine*, Craig Saunders, a été à l'origine de ce concours. La grève de 1945 contre Ford a remporté le prix en fonction des résultats d'un sondage en ligne.

« Il s'agit d'un moment crucial de l'histoire ouvrière canadienne », a déclaré Saunders, qui a ajouté que les nombreux défis auxquels les travailleurs doivent faire face aujourd'hui nécessiteront la même ingéniosité.

La grève historique de 99 jours menée par la division canadienne des TUA et par la section locale 200 des TCA a entraîné la mobilisation de 14 000 travailleurs de Ford et de milliers d'alliés de la communauté pour l'établissement d'un blocus bloquant l'accès au complexe de Ford à Windsor, et ce, malgré les attaques de la police.

Cette grève fut à l'origine de l'adoption de la formule Rand pour le précompte automatique des cotisations en échange d'une interdiction des mouvements de grève au cours de la durée d'application d'une convention collective, deux principes essentiels du régime canadien des relations de travail.

La grève contre Ford a été mise en nomination par Jim Stanford, l'économiste des TCA, qui a rédigé un rapport détaillé de l'importance de la grève dans l'histoire canadienne. Sur les 89 sélections potentielles, trois autres ont été retenues, dont la guerre du canyon du Fraser en 1858, le litige territorial d'Oka en 1990 et la caravane de l'avortement en 1970.

Les travailleurs ont besoin de syndicats forts pour s'attaquer à la mondialisation

L'antidote aux répercussions négatives de la mondialisation sur les travailleurs de l'ensemble du monde repose sur la solidarité des organisations syndicales, sans égard aux frontières géographiques et sectorielles, a suggéré Michel Goldmann, secrétaire général adjoint du syndicat des métallos de Belgique, *Métallurgistes Wallonie – Bruxelles/Metaal bewerkers Wallonie-Brussek (MWB-FGTB)*.

Goldmann, qui a été élu représentant syndical pour la première fois à 21 ans, a déclaré que les travailleurs des quatre coins du monde se voient forcés de consentir à des concessions toujours plus importantes relativement à leur langue au travail, aux salaires, aux avantages sociaux et à d'autres gains obtenus avec acharnement, tandis que les demandes d'accélération de la production sont constantes.

Il a ajouté que la menace de délocalisation du travail est également éprouvante dans la plupart des lieux de travail, semant la crainte chez les travailleurs qui redoutent de perdre leur gagne-pain.

100 ans d'histoire

Reprenons la lutte pour le système universel de santé, fait valoir la présidente de la FCSI

La présidente de la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières/infirmiers, Linda Salis, a condamné le poids croissant des centres de santé à but lucratif au sein du système universel de santé canadien, lors d'un discours devant les délégués participant au congrès.

De l'avis de Salis, la riche tradition canadienne de soins universels de santé est actuellement menacée de toutes parts par les gouvernements fédéral et provinciaux qui accordent la priorité à l'enrichissement des fortunés par le truchement de réductions d'impôts, au détriment de la santé de tous les citoyens. Les réductions successives d'impôts ont radicalement diminué les fonds disponibles pour la santé, ce qui entraîne un effet dévastateur sur les niveaux de personnel et la qualité du travail des professionnels de la santé.

Cette situation est aggravée par la menace incarnée par les fournisseurs de soins de santé privés et l'élan de la droite qui doit être freiné, selon Silas. Elle a garanti aux délégués qu'il était possible de déjouer la droite, en donnant l'Alberta en guise d'exemple, qui est à la fois la province la plus riche et celle qui contient le moins de fournisseurs de soins de santé privés. Cela a été rendu possible grâce à la volonté des Albertains qui se sont opposés à l'établissement d'un système parallèle lors du règne du premier ministre conservateur Ralph Klein.

En plus de lutter pour le renforcement du système universel de santé, le mouvement ouvrier doit également se mobiliser afin de forcer la mise en œuvre d'un régime universel d'assurance-médicaments. Elle a souligné que seulement 58 % des travailleurs bénéficient d'une assurance médicale, et que le taux est beaucoup plus élevé chez les travailleurs syndiqués.

Les excuses démontrent que le Canada essaie de se réconcilier avec son passé

Lors de son premier discours public depuis les excuses officielles du gouvernement aux étudiants

autochtones qui ont été maltraités et traumatisés au sein du système de pensionnats, le Chef national de l'Assemblée des Premières nations, Phil Fontaine, a déclaré que ces excuses démontrent que le Canada essaie de se réconcilier avec son passé.

Le 12 juin, dans le cadre de son discours empreint de sincérité aux délégués participant au congrès, le Chef Fontaine a remercié le président des TCA, Buzz Hargrove, et l'ensemble des membres des TCA pour leur appui soutenu relativement aux enjeux de justice sociale touchant les Premières nations du Canada.

Le Chef Fontaine a qualifié les excuses du gouvernement d'occasion capitale pour le Canada.

« Ces excuses aideront le pays à se réconcilier avec son passé et à accepter sa responsabilité pour les souffrances infligées à tant d'enfants autochtones », a-t-il déclaré.

Hargrove a félicité le Chef Fontaine pour le leadership dont il a fait preuve afin de forcer le gouvernement à faire le nécessaire, soit de présenter des excuses officielles aux autochtones.

Sous l'égide du système de pensionnats du gouvernement fédéral, qui s'est poursuivi jusqu'au milieu des années soixante-dix lorsque la plupart des pensionnats ont fermé leurs portes, environ 150 000 enfants métis, inuits et des Premières nations ont été arrachés à leur famille et placés dans environ 130 pensionnats de l'ensemble du pays. Le dernier d'entre eux a été fermé en 1996.

Les TCA ont soutenu la campagne Abolissons la pauvreté pour les Premières nations et ont collaboré avec l'APN sur des projets conjoints, y compris la rénovation du Native Canadian Centre à Toronto et les réparations effectuées au centre de la Première nation Salmon/Carmacks, au Yukon.

« Vous nous avez aidés tout au long de notre lutte », a déclaré Fontaine. « Nous apprécions sincèrement et profondément votre aide. »

Le président des TCA Buzz Hargrove a indiqué au Chef Fontaine que le syndicat était prêt à redoubler d'efforts dans sa collaboration avec les peuples autochtones relativement aux enjeux de justice sociale au pays.

Un souper de gala permet de recueillir des millions de dollars pour les jeunes sans-abri

Un dîner de financement de bienfaisance en l'honneur du président des TCA Buzz Hargrove a permis de recueillir 2,9 millions de dollars pour l'organisme Eva's Initiatives, qui fournit des formations, du soutien et des refuges aux jeunes sans-abri de Toronto.

Plus de 1 700 invités ont assisté au souper organisé le 11 juin au centre métropolitain des congrès de Toronto, dont des premiers ministres, l'ancien premier ministre Paul Martin, des dirigeants syndicaux et des personnalités du monde des affaires.

Hargrove a indiqué aux invités qu'il a été ébloui par les nombreux compliments des conférenciers, mais surtout par le soutien remarquable dont ont fait preuve toutes les personnes présentes envers l'aide aux jeunes sans-abri. Il a loué l'œuvre de l'organisme Eva's, tout en rappelant aux invités l'importance d'établir des communautés dynamiques grâce au dévouement envers les causes de justice sociale.

Le secrétaire-trésorier national des TCA, Jim O'Neil, a fait l'éloge de Hargrove pour son leadership au sein des TCA et son engagement envers les causes de justice sociale. O'Neil a également exprimé sa colère envers les entreprises qui tentent d'ignorer leurs engagements découlant de conventions collectives, en référence à l'annonce par GM de la fermeture de son usine de camions et de la mise à pied de 2 600 travailleurs, deux semaines après la négociation d'une nouvelle convention collective.

np : sepb343